



## INSTRUCTION

N° 03-018-B3 du 4 mars 2003

NOR : BUD R 03 00018 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

### CUMUL ENTRE PENSIONS DE RETRAITE

#### ANALYSE

Application de l'article 20 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale - situation des fonctionnaires détachés dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un état étranger ou auprès d'un organisme international.

Date d'application : 01/01/2003

#### MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; PENSION ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; RETRAITE ;  
CUMUL ; DÉTACHEMENT ; ÉTRANGER ; FONCTIONNAIRE

#### DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

#### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

#### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

CRP	TGE	TOM										

#### DIFFUSION

CS 10

*DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*5<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 5C*

Le décret n° 2002-1391 du 21 novembre 2002 (journal officiel du 28 novembre 2002) détermine les modalités d'application de l'article 20 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale (journal officiel du 18 janvier 2002), relatif à la situation des fonctionnaires détachés dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme étranger.

Les comptables publics trouveront, ci-après en annexe, la circulaire commune n° 6C-02-5302 de la direction du budget et n° 2044 de la direction générale de l'administration et de la fonction publique, en date du 18 décembre 2002, relative à la mise en œuvre des dispositions de l'article 20 précité.

En vertu des dispositions de l'article 20, les pensionnés, dont la radiation des cadres avait pris effet avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et qui avaient vu le montant de leur pension suspendu ou réduit pour cause de cumul avec une pension étrangère, peuvent obtenir la restitution des sommes représentant le montant des suspensions effectuées.

A réception de la présente instruction, les comptables, au vu des certificats de restitution établis par le service des pensions sur demande expresse des intéressés, procéderont donc au remboursement des sommes en cause.

Il devra être tenu compte des remises gracieuses qui auraient pu être accordées aux pensionnés qui en auraient fait la demande, suite à la constatation d'un trop-perçu trouvant son origine dans la situation de cumul.

Le titre V de la circulaire dispose notamment qu'aucune prescription n'est applicable aux sommes qui seront restituées et qu'il ne peut pas être octroyé d'intérêts de retard aux pensionnés bénéficiaires de cette mesure.

Cependant, la prescription trentenaire, imposée par l'article 2262 du code civil, demeure applicable aux cas de l'espèce.

Les comptables voudront bien tenir informée, sous le présent timbre, la direction générale, des difficultés d'application de cette instruction.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

L'INSPECTEUR DES FINANCES CHARGÉ DE LA 5<sup>ÈME</sup> SOUS-DIRECTION

JEAN-LOUIS ROUQUETTE

**ANNEXE :** Circulaire du 18 décembre 2002 relative à l'application de l'article 20 de la loi n° 2003-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale et relative à la situation des fonctionnaires détachés dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international.

MINISTERE DE L'ECONOMIE,  
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

-----  
Direction du Budget  
139, rue de Bercy  
75572 PARIS CEDEX 12

Télédoc 275

Bureau 6C  
N° 6C-02-5302

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE  
DE LA REFORME DE L'ETAT  
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

-----  
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

-----  
32, RUE DE BABYLONE  
75700 PARIS 07 SP

-----  
BUREAU FP/7  
N°2044

PARIS, LE 18 DÉCEMBRE 2002

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES  
ET DE L'INDUSTRIE

et

LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE,  
DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE  
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

A MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES  
ET SECRETAIRES D'ETAT

Directions du Personnel  
et Services de Pensions

**Objet : Circulaire relative à l'application de l'article 20 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale, aux fonctionnaires détachés dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un État étranger ou auprès d'un organisme international.**

L'article 20 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale, annexé à la présente circulaire, concerne le régime de retraite des fonctionnaires titulaires des trois fonctions publiques (Etat, territoriale et hospitalière), des magistrats de l'ordre judiciaire et des militaires, en activité ou retraités, qui ont été, sont ou seront placés en service détaché dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international.

Il comporte des dispositions permanentes et des dispositions transitoires.

Le décret n°2002-1391 du 21 novembre 2002 détermine les modalités d'application de l'article 20 précité à l'égard des fonctionnaires civils de l'Etat, des magistrats de l'ordre judiciaire et de leurs ayants cause.

La présente circulaire a pour objet de préciser à l'intention des services de personnels et de pensions des administrations ou établissements publics les modalités d'application de ces nouvelles dispositions à l'égard des personnes concernées par le décret précité.

## ANNEXE (suite)

Les dispositions permanentes permettent aux agents de l'Etat concernés de choisir pour la durée de leur détachement un régime de cotisation retraite unique à l'étranger ou de double cotisation française et étrangère.

Ces dispositions ont vocation à s'appliquer en l'absence de convention bilatérale de sécurité sociale qui couvrirait le cas de l'assurance des risques vieillesse et invalidité.

Les dispositions transitoires concernent les fonctionnaires qui ont effectué une période de détachement à l'étranger avant la date d'entrée en vigueur de cette loi et non radiés des cadres à cette date, ainsi que les fonctionnaires détachés à l'étranger radiés des cadres avant la même date.

### I - Dispositions générales

#### 1.1. - Le dispositif

Antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2002, le fonctionnaire détaché pour servir dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international demeurait, durant son détachement, obligatoirement affilié au régime de retraite des fonctionnaires français fixé par le code des pensions civiles et militaires de retraite, en application de l'article 45 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat.

L'affiliation au régime français lui permettait de bénéficier d'une couverture vieillesse au titre de la totalité des services effectués comme fonctionnaire et d'une possibilité d'accès à la retraite pour invalidité sans condition d'âge en cas de maladie ou d'accident survenu pendant les périodes de détachement à l'étranger.

Bien qu'étant simultanément affilié au régime local de retraite et astreint à ce titre au versement d'une deuxième cotisation retraite, le fonctionnaire n'avait pas le droit de cumuler les droits à pension acquis en France et à l'étranger durant son détachement.

Ainsi, la pension attribuée en fin de carrière au fonctionnaire français au titre du code des pensions civiles et militaires de retraite pouvait être diminuée du montant de la pension du régime local de retraite rémunérant la période de détachement à l'étranger.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, l'affiliation au régime français n'est plus une obligation pour le fonctionnaire en position de détachement à l'étranger :

- le fonctionnaire détaché à l'étranger peut opter pour une affiliation au seul régime étranger et renoncer par conséquent à son affiliation concomitante au régime du code des pensions civiles et militaires de retraite tant que dure son détachement à l'étranger ;
- il peut aussi demander le maintien de son affiliation au régime national.

L'option a bien évidemment des conséquences sur le versement des cotisations mais elle en a aussi sur ses droits à pension en France et elle peut entraîner pour lui, s'il choisit le régime de la double cotisation, l'obligation de déclarer sa pension étrangère.

En revanche, même en l'absence de cotisations dans le régime français, le fonctionnaire détaché conserve le droit à l'avancement dans son corps d'origine et la période de détachement à l'étranger sera prise en compte pour l'application de la condition de quinze ans de services minimum exigée pour l'ouverture d'un droit à pension au titre du code des pensions civiles et militaires de retraite.

A titre transitoire, l'article 20 de la loi de modernisation sociale autorise le cumul des droits acquis en France et à l'étranger jusqu'au 31 décembre 2001 au profit :

## ANNEXE (suite)

- des fonctionnaires qui ont effectué une période de détachement à l'étranger avant la date d'entrée en vigueur de cette loi et qui, à cette même date, n'étaient pas radiés des cadres ;
- des fonctionnaires retraités à la date d'entrée en vigueur de cette loi.

Le cumul est subordonné à la condition que les intéressés ne demandent pas le remboursement des cotisations correspondant à la période considérée.

En effet, l'article 20 ouvre également aux fonctionnaires en activité à la date d'entrée en vigueur de la loi du 17 janvier 2002 la faculté de demander le remboursement des cotisations versées au Trésor public français au titre de la période de détachement à l'étranger antérieure au 1er janvier 2002 et durant laquelle ils étaient affiliés au régime de retraite de leur emploi de détachement.

### 1.2. - Les personnels concernés

Le nouveau dispositif concerne les personnels visés au 1° et 2° de l'article L. 2 du code des pensions civiles et militaires de retraite (CPCM), c'est à dire :

- les fonctionnaires civils auxquels s'appliquent les lois n° 83-634 du 13 juillet 1983 et n° 84-16 du 11 janvier 1984 relatives aux titres Ier et II du statut général des fonctionnaires ;
- les magistrats de l'ordre judiciaire.

Bien que n'étant pas cités expressément dans l'article 20, ces derniers bénéficient du nouveau dispositif compte tenu des dispositions de l'article 68 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature, aux termes duquel « *les dispositions du statut général des fonctionnaires concernant les positions ci-dessus énumérées [service détaché] s'appliquent aux magistrats dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux règles statutaires du corps judiciaire ...* »).

Il concerne également les fonctionnaires détachés auprès des organisations internationales, même lorsqu'ils exercent à ce titre leur activité dans une entité implantée sur le territoire national, ainsi que les fonctionnaires détachés auprès des Communautés européennes et affiliés de ce fait au régime de retraite de ces communautés fixé par l'annexe VIII du statut des fonctionnaires des Communautés européennes.

Pour ces derniers, l'accord publié par le décret n° 94-1062 du 6 décembre 1994 portant sur le transfert de droits à pension des fonctionnaires des Communautés européennes demeure évidemment applicable.

### 1.3. - Cas particuliers

Certains fonctionnaires, notamment de l'enseignement, servant à l'étranger ne sont pas concernés par l'article 20 de la loi de modernisation sociale, étant donné que, par convention internationale, leur affiliation au régime local de retraite n'est pas obligatoire et qu'ils sont rémunérés par leur administration de rattachement et soumis à ce titre au précompte de la retenue pour pension sur les émoluments qui leur sont versés par le canal de la Trésorerie générale pour l'étranger.

## II - Dispositions applicables aux personnels dont le détachement a pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2002 ou à une date ultérieure

L'article 20 de la loi de modernisation sociale a posé comme principe que le fonctionnaire détaché pour servir dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international ne cotise plus pour la retraite sur le traitement correspondant à son emploi d'origine.

## ANNEXE (suite)

L'appel des retenues pour pension doit donc résulter d'une décision réfléchie du fonctionnaire exprimée dans un délai raisonnable.

De ce fait, l'arrêté de détachement de l'intéressé ne devra plus faire mention des modalités de versement de la retenue pour pension au titre du CPCM.

### 2.1. - Le choix du régime de cotisations

Tous les fonctionnaires détachés pour la première fois depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002 devront opter pour un régime de cotisation retraite unique à l'étranger ou de double cotisation française et étrangère.

Ce droit d'option leur est ouvert à l'occasion de leur premier détachement, ainsi qu'à chaque renouvellement de celui-ci. Cependant, l'article R. 74-1 du CPCM issu de l'article 3 du décret du 21 novembre 2002 dispose dans son quatrième alinéa qu'en cas de renouvellement d'un détachement, l'option émise par le fonctionnaire pour la précédente période de détachement est tacitement reconduite sauf pour lui à présenter, dans les délais prescrits au 1<sup>er</sup> alinéa du même article, une option contraire.

Le droit d'option est ouvert également lorsque le fonctionnaire est à nouveau détaché à l'étranger dans un organisme différent du même Etat ou dans un autre Etat ou organisme international.

### 2.2. - Les délais d'option

Le fonctionnaire dispose d'un délai de 4 mois à partir du moment où il a accusé réception de la décision prononçant son détachement ou le renouvellement de celui-ci.

Le point de départ de ce délai de 4 mois n'est donc pas fixé à la date à laquelle le fonctionnaire a pris ses fonctions dans l'emploi de détachement mais à la date à laquelle il a reçu l'acte administratif prononçant son détachement.

Les administrations devront donc, si elles ne l'ont pas déjà, notifier systématiquement par tous moyens à leur disposition (courrier, message électronique, télex, télécopie, etc) les décisions individuelles de détachement. Il est impératif que ces notifications interviennent ou soient éventuellement relayées par les postes diplomatiques à une date aussi rapprochée que possible de la date d'effet du détachement considéré.

Afin de permettre un bon déroulement du processus, les administrations veilleront à se faire communiquer au plus tôt par le fonctionnaire son adresse personnelle définitive à l'étranger.

Sauf cas de force majeure, l'option souscrite par le fonctionnaire pour une période de détachement donnée est irrévocable (article R. 3, 2<sup>ème</sup> alinéa, du CPCM).

Le fonctionnaire qui, dans le délai prescrit, n'a pas exercé son droit d'option, est réputé avoir renoncé à la possibilité de cotiser au régime du CPCM (article R. 74-1 de ce code, issu de l'article 3 du décret du 21 novembre 2002 ).

### 2.3. - La forme et les modalités de l'option

Elle est entièrement libre mais elle doit évidemment comporter tous les renseignements nécessaires (l'identification du fonctionnaire, son adresse, le nom et l'adresse de son employeur, le lieu du détachement, la date de début de la période de détachement, le sens de l'option, etc.).

A titre indicatif, un modèle de formulaire d'option est annexé à la présente circulaire.

Le fonctionnaire peut faire connaître son choix par tous moyens à sa disposition (courrier, message électronique, télécopie, etc.) mais il devra veiller à ce que son option parvienne bien à son destinataire.

## ANNEXE (suite)

Le fonctionnaire doit adresser son option à l'administration gestionnaire de personnels dont il relève dans son corps ou emploi d'origine.

L'administration compétente accusera officiellement réception de l'option même si, de son côté, le fonctionnaire a pris soin de se faire délivrer notamment par les services postaux un avis de réception.

### **2.4. - Les conséquences de l'option**

#### **2.4.1. - Au plan statutaire**

La décision du fonctionnaire est sans aucune incidence lorsqu'il choisit de cotiser pour la retraite au titre de son emploi d'origine, concurremment aux obligations que lui impose le régime local de retraite applicable à la fonction occupée dans l'administration ou l'organisme du pays d'accueil.

Au titre de son emploi d'origine, le fonctionnaire continue à acquérir des droits à avancement d'échelon et éventuellement de grade dans les conditions prévues par la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat et par le statut particulier du corps dont il relève au titre de son emploi d'origine.

C'est également le cas lorsqu'il opte pour la cotisation exclusive à l'étranger ; le fonctionnaire continue durant le détachement à bénéficier de ses droits à l'avancement conformément aux dispositions de l'article 45, 1er alinéa, de la loi du 11 janvier 1984.

#### **2.4.2. - Sur les droits à pension**

Il faut distinguer deux cas.

##### **2.4.2.1. - Le fonctionnaire a choisi de cotiser pour la retraite à la fois au titre du régime français et du régime local de retraite (cas de double cotisation)**

Le fonctionnaire (ou le magistrat) continue à cotiser dans le régime français. Il continue, par conséquent, à acquérir des droits au titre du code des pensions civiles et militaires de retraite.

En contrepartie, il s'engage à honorer les lettres d'appel de cotisations de son administration gestionnaire.

Si, à la date de sa radiation des cadres, le fonctionnaire n'a pas acquitté toutes les cotisations dont il était redevable dans la position de détachement, les cotisations non versées seront précomptées sur les premiers arrérages de la pension (jusqu'à apurement de la dette) conformément aux dispositions de l'article R. 74 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

#### Services pris en compte dans la pension française

En conséquence, la période de détachement à l'étranger sera prise en compte :

- dans la constitution du droit à pension du code des pensions civiles et militaires de retraite, c'est-à-dire pour l'application de la condition de quinze ans de service minimum fixée par l'article L. 4 de ce code pour avoir droit à une pension de retraite ;
- dans la liquidation, c'est-à-dire pour le calcul de la pension française.

Le cas échéant, la bonification de dépaysement pour les services rendus en position de détachement hors d'Europe, prévue par l'article L. 12 a) dudit code, sera prise en compte pour le calcul de la pension française.

## ANNEXE (suite)

### Application de la règle de cumul de la pension française avec les droits acquis dans le régime local de retraite

Selon les dispositions de l'article 46 ter de la loi du 11 janvier 1984 issu de l'article 20 de la loi de modernisation sociale, le montant de la pension française, ajouté à celui de la pension acquise au titre des services accomplis par le fonctionnaire en détachement, ne peut être supérieur à la pension qu'il aurait acquise en l'absence de détachement et la pension française est, le cas échéant, réduite à concurrence du montant de la pension acquise lors de ce détachement.

La somme à déduire de la pension française sera déterminée en tenant compte de l'ensemble des prestations de retraite versées par des régimes mêmes privés, quelle que soit leur dénomination (régime de retraite, de prévoyance, d'assurance, fonds de pension, etc.), dès lors qu'il s'agit de prestations versées dans les conditions suivantes :

- l'affiliation au régime concerné était obligatoire pour l'agent dans son emploi de détachement,
- les droits ont été constitués sur la base de cotisations versées par l'agent et par son employeur,
- et la prestation servie présente un caractère viager.

En effet, pour l'application de l'article 20 de la loi de modernisation sociale, le terme pension doit s'entendre de tout émolument, rente ou allocation de caractère viager.

En revanche, lorsque les services rendus en position de détachement, notamment dans un organisme international ou auprès des Communautés européennes, ont ouvert droit d'office ou sur option de l'agent au versement d'un pécule ou d'un capital, aucun abattement ne sera pratiqué sur la pension française.

Dans l'hypothèse où, au titre de son régime local, le fonctionnaire aura opté pour la rémunération des services, partie par une rente viagère, partie par le versement d'un capital, seul le montant de la rente pourra venir en déduction de la pension française.

Par ailleurs, il ne sera pas tenu compte des prestations, même viagères, servies par des régimes purement facultatifs, sans participation directe de l'employeur, auxquels le fonctionnaire aura demandé son affiliation par convenance entièrement personnelle.

### Eléments de la comparaison

Dans un premier temps, le Service des pensions du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie procédera à la liquidation de la pension dans les conditions de droit commun (ci-après « *pension normale* ») prévues à la date de radiation des cadres par le code des pensions civiles et militaires de retraite et en tenant compte de la période de détachement.

Ainsi, si la mise à la retraite intervenait au 1<sup>er</sup> janvier 2003, la pension serait liquidée compte tenu, le cas échéant, des bonifications pour services hors d'Europe de l'article L. 12 (a) dudit code et des minima de pension de l'article L. 17.

Dans un deuxième temps, le Service des pensions ajoutera au montant de la « *pension normale* » celui de la pension du régime local de retraite servi au titre de la période de détachement (ci après « *pension étrangère* »).

Dans un troisième temps, le Service des pensions effectuera une comparaison entre le montant total obtenu (en ajoutant « *pension normale* » et « *pension étrangère* ») et celui de la pension qu'il aurait attribuée au fonctionnaire s'il n'avait pas été détaché à l'étranger ou auprès d'un organisme international (ci-après « *pension française théorique* »).



## ANNEXE (suite)

Si le total de la « *pension normale* » et de la « *pension étrangère* » dépasse le montant de la « *pension française théorique* », la « *pension normale* » sera réduite d'un montant égal à celui de la « *pension étrangère* » perçue.

En pratique, cette disposition s'appliquera de la manière suivante :

- au moment où la pension française est mise en paiement, la pension du régime local n'est pas encore attribuée :

Dans cette hypothèse, la période de détachement à l'étranger est rémunérée dans la pension française : le fonctionnaire est informé par le Service des pensions du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie qu'il devra déclarer sa retraite locale conformément aux dispositions du 3ème alinéa de l'article R. 95-1 du CPCM issu de l'article 6 du décret du 21 novembre 2002.

La pension française sera réduite le cas échéant, à la date d'attribution de la pension du régime local.

- au moment de la concession de la pension française, la pension du régime local est déjà attribuée ou son attribution est concomitante :

Le fonctionnaire devra la déclarer, par lettre recommandée avec accusé de réception, au Service des pensions du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie dans un délai de deux mois à compter de la date de sa radiation des cadres (article R. 95-1 du CPCM issu de l'article 6 du décret du 21 novembre 2002).

Les périodes prises en compte dans la pension du régime local, les sommes versées à ce titre à l'intéressé devront figurer dans la déclaration du fonctionnaire

La pension française sera diminuée du montant de la pension du régime local rémunérant la période de détachement : le montant de la pension du régime local s'imputera dans ce cas sur le montant total de la pension française (principal et accessoires, bonifications incluses).

Il convient de préciser qu'une pension versée par le régime local ou l'organisme international qui serait supérieure à la pension française conduirait à la suspension totale de cette dernière, sans qu'un abattement quelconque puisse être opéré sur la pension du régime local ou de l'organisme international.

### Obligation de déclaration de la retraite locale

L'article 20 de la loi de modernisation sociale (V-2° et VI, 2ème alinéa) met à la charge du fonctionnaire l'obligation de porter à la connaissance de l'administration française le montant de sa pension étrangère non cumulable, de manière à ce que ce montant puisse être déduit du montant de la pension française.

Cette obligation pèse sur le pensionné visé au troisième alinéa de l'article L. 87 du CPCM dans sa rédaction résultant de l'article 20 de la loi de modernisation sociale (V-2°), c'est-à-dire sur le pensionné ayant opté pour la poursuite de la retenue prévue à l'article L. 61 de ce code alors qu'il se trouvait en position de détachement à l'étranger.

Conformément à la loi, l'intéressé doit communiquer au service liquidateur du ministère chargé du budget les éléments de nature à apprécier le montant de sa pension étrangère.

## ANNEXE (suite)

L'article R. 95-1 du CPCM issu de l'article 6 du décret du 21 novembre 2002 précise que dans le délai de deux mois à compter de la date de sa radiation des cadres, le pensionné doit déclarer au Service des pensions du ministère du budget le montant brut annuel des prestations versées par les organismes étrangers de retraite dont il relevait pendant son détachement, ainsi que la période d'affiliation au régime étranger concerné. Il précise également que le pensionné renouvelle annuellement la déclaration du montant des pensions versées et que, dans le cas où les prestations étrangères ne sont mises en paiement que postérieurement à la radiation des cadres, il doit faire sa déclaration dans un délai de deux mois à compter de la date de mise en paiement de ces prestations.

Conformément à l'article R. 95-1 précité, le pensionné doit joindre à sa déclaration les copies des pièces justificatives délivrées par les organismes étrangers de retraite.

Enfin, l'article R. 95-2 du CPCM issu de l'article 7 du décret du 21 novembre 2002 dispose qu'en cas de décès du fonctionnaire ou du pensionné, ses ayants cause sont tenus aux obligations de déclaration prévues à l'article R. 95-1.

Le service compétent pour recevoir ces déclarations est le Service des pensions du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, bureau B 2, 10, boulevard Gaston-Doumergue - 44264 Nantes Cedex 2.

En cas de manquement à ses obligations, le pensionné s'expose aux mesures prescrites au 3ème alinéa de l'article L. 87 du CPCM et à l'article R. 95-3 du même code (suspension de la pension à titre conservatoire, à concurrence du montant correspondant aux annuités liquidables relatives à la période de détachement à l'étranger).

### **2.4.2.2. - Le fonctionnaire choisit de ne pas cotiser au titre du régime français pendant son détachement (cotisation unique dans le régime de la fonction de détachement)**

L'affiliation du fonctionnaire au régime du CPCM est suspendue durant la période de détachement considérée. Par voie de conséquence, le fonctionnaire cesse de verser la retenue pour pension.

Néanmoins, la période de détachement sera prise en compte dans la constitution du droit à pension du CPCM (application de la condition de quinze ans fixée par l'article L. 4 dudit code).

S'il s'agit d'un fonctionnaire détaché alors qu'il occupait un emploi classé dans la catégorie B ou active mentionnée à l'article L. 24-I-1° de ce code, la période de détachement hors d'Europe, notamment auprès d'un organisme international, sera prise en compte conformément à l'article L. 73 du même code pour l'application de la condition de quinze ans de services actifs exigée pour l'ouverture du droit à pension à l'âge de cinquante-cinq ans.

En revanche, la période de détachement ne sera pas retenue dans la liquidation de la pension du CPCM et, bien entendu, le fonctionnaire ne pourra pas bénéficier dans la liquidation de sa pension française des bonifications correspondant à la période de détachement, notamment celles de l'article L. 12 a) dudit code (bonification de dépaysement), puisque ces bonifications sont accordées accessoirement aux services auxquels elles se rattachent.

En outre, la période de détachement sera déduite du nombre des années de services effectifs pris en compte pour le calcul du minimum de pension prévu par l'article L. 17 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

En effet, ce minimum garanti est calculé en fonction de la durée des services rémunérés dans la pension. Or, par définition, les services accomplis à l'étranger par le fonctionnaire alors que celui-ci avait suspendu son affiliation au régime du CPCM ne sont pas rémunérés dans la pension de ce code.

## ANNEXE (suite)

### Modalités particulières de liquidation de la pension

Dans son § V, l'article 20 de la loi de modernisation sociale modifie l'article L. 15 du CPCM relatif aux émoluments de base. Cette modification appelle les commentaires suivants.

Cette disposition concerne le fonctionnaire qui termine sa carrière en position de détachement à l'étranger dans une situation de cotisation unique au régime local. En effet, si l'article L. 15 visant les émoluments des six derniers mois de l'activité soumis à retenue n'avait pas été modifié, il n'aurait pas été possible de calculer la pension française sur les derniers émoluments puisque, par définition, ils ne sont pas soumis à retenue.

La modification apportée à l'article L. 15 permet donc de calculer la pension de l'intéressé sur le traitement dont il aurait pu bénéficier dans son corps d'origine durant les six derniers mois de son activité, bien qu'il n'ait pas cotisé sur cette base.

### Cas particulier du fonctionnaire qui réintègre l'administration d'origine moins de six mois avant l'admission à la retraite

Si le fonctionnaire est réintégré dans son corps d'origine moins de six mois avant d'être admis à la retraite, la période de détachement sera prise en compte pour éventuellement parfaire la condition de six mois fixée par l'article L. 15.

L'article R. 74 du CPCM qui dispose que lorsqu'un fonctionnaire détaché au cours de sa carrière n'a pas acquitté à la date de sa radiation des cadres les retenues pour pension dont il était redevable dans cette position, les retenues non versées sont précomptées sur les premiers arrérages de la pension (jusqu'à apurement de la dette) n'est pas opposable au fonctionnaire pour la période de détachement durant laquelle il a opté pour le régime de cotisation unique à l'étranger.

## **2.5. - Droits de l'agent victime, au cours de son détachement à l'étranger, d'un accident ou d'une maladie le rendant définitivement inapte à l'exercice d'une activité professionnelle**

### **2.5.1. - Cas du fonctionnaire qui a choisi la double cotisation**

Le fonctionnaire ayant continué à cotiser pour la retraite au titre du régime français bénéficie du régime particulier d'indemnisation fixé aux articles L. 32 et D. 18 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

Il peut obtenir à ce titre une pension de retraite à jouissance immédiate fondée sur la durée des services.

### **2.5.2. - Cas du fonctionnaire qui a choisi une cotisation unique au régime de retraite local**

Si, au contraire, il avait choisi de cotiser uniquement au régime local et donc opté pour l'absence de cotisation dans le régime français, il ne pourra bénéficier que du régime d'indemnisation de la fonction de détachement.

### Les administrations gestionnaires de personnel devront en informer clairement leurs agents au moment de l'option pour l'un ou l'autre des régimes de cotisation.

La radiation des cadres qui serait prononcée à la demande de l'agent ou par l'administration française dont il dépend, mettrait un terme immédiat au détachement.

Dans cette hypothèse, la situation de l'agent sera examinée selon les règles du droit français de la fonction publique.

## ANNEXE (suite)

**2.6. - droit à une retraite à jouissance différée à 60 ans**

S'il est rayé des cadres après avoir accompli plus de quinze ans de services valables pour la retraite, il peut obtenir soit une pension de retraite à jouissance immédiate s'il remplit la condition d'âge (en règle générale, 60 ans pour un sédentaire, 55 ans pour un actif) soit, en application de l'article L. 25 du code des pensions civiles et militaires de retraite, une pension à jouissance différée à la date à laquelle cette condition d'âge sera satisfaite.

Si cette condition de 15 ans n'est pas remplie, le fonctionnaire titulaire sans droit à pension est rétabli en application des dispositions de l'article L. 65 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

L'attention des fonctionnaires devra donc être également appelée sur les conséquences sur ce point d'une option pour le versement d'une cotisation unique dans le régime étranger.

**III - Dispositions applicables aux personnels en activité à la date d'entrée en vigueur de la loi de modernisation sociale et dont le détachement a pris fin avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002**

Dans son paragraphe VI, l'article 20 de la loi de modernisation sociale dispose que le fonctionnaire ayant effectué une période de détachement à l'étranger avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi et non radié des cadres à cette date peut demander le remboursement des cotisations versées durant cette période au régime spécial français.

Le droit au remboursement est ouvert au fonctionnaire justifiant d'une affiliation au régime de retraite de son emploi de détachement durant la période concernée, au titre de laquelle il a été soumis à une deuxième cotisation retraite en France.

Ces dispositions, qui revêtent un caractère exceptionnel, sont d'interprétation stricte.

En particulier, et à défaut d'une disposition législative expresse en ce sens, le fonctionnaire ne peut faire porter sa demande de remboursement sur une partie seulement de ses cotisations. La demande de remboursement porte obligatoirement sur le montant total des retenues pour pension correspondant aux périodes de détachement à l'étranger versées effectivement au régime national.

Le remboursement de ces cotisations implique une annulation de la procédure de recouvrement des retenues que le fonctionnaire n'avait pas encore versées pour des périodes de détachement à l'étranger antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Le fonctionnaire qui ne demande pas le remboursement de ses cotisations bénéficie d'un cumul des droits.

Deux situations peuvent donc se présenter, selon que le fonctionnaire demande ou ne demande pas le remboursement de ses cotisations.

**3.1. - Dispositions applicables aux personnels qui ne demandent pas le remboursement des cotisations**

Les personnels qui ne demandent pas le remboursement des cotisations sont tenus de verser au Trésor public français les cotisations correspondant à la période de détachement antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2002, alors même qu'il s'agit de cotisations faisant l'objet de lettres de rappel émises postérieurement à cette date.

## ANNEXE (suite)

La loi dispose qu'à défaut de demande de remboursement, la pension française ne fera l'objet d'aucun abattement. Cela signifie que, pour la période de détachement considérée, le régime spécial français n'opposera au fonctionnaire concerné aucune règle d'interdiction de cumul avec les prestations qui pourront lui être servies au titre du régime local de retraite.

### 3.2. Dispositions applicables aux personnels qui demandent le remboursement des cotisations

Le droit au remboursement des cotisations étant né le 20 janvier 2002, date d'entrée en vigueur de la loi de modernisation sociale, le fonctionnaire dispose d'un délai de 4 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003 pour déposer une demande de remboursement. Ce délai expirant normalement le 31 décembre 2006 à minuit, la prescription quadriennale fixée par la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 serait donc opposable aux intéressés le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

En revanche, aucune prescription n'est applicable aux sommes qui seront restituées en vertu de ces dispositions puisque la créance du fonctionnaire procède du droit à restitution que lui accorde la loi de modernisation sociale.

En cas de décès du fonctionnaire avant l'expiration du délai de prescription, et dans l'hypothèse où aucun des héritiers ne peut prétendre à une pension de réversion, ces derniers peuvent présenter une demande de remboursement avant la date à laquelle ce délai aurait expiré pour le fonctionnaire lui-même.

La situation est différente lorsqu'un ou plusieurs ayants cause sont susceptibles de bénéficier d'une pension de réversion et que le remboursement des cotisations aura une incidence immédiate sur le montant de la pension de réversion (abattement). Dans ce cas, en effet, la demande de remboursement n'est recevable que si elle est présentée avant la concession de la pension de réversion.

Lorsque plusieurs ayants cause sont susceptibles de bénéficier d'une pension de réversion, la demande de remboursement n'est recevable qu'avec le consentement écrit de l'ensemble des bénéficiaires.

Le remboursement des cotisations n'ayant pas d'autre incidence sur la pension française qu'un éventuel abattement égal au montant de la pension servie au titre du régime local, le fonctionnaire peut valablement présenter sa demande de remboursement après sa radiation des cadres si celle-ci intervient après le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

La loi ouvre le droit au remboursement des cotisations « *par dérogation aux dispositions de la première phrase de l'article L. 64 du CPCM* ». En effet, l'article L. 64 dispose dans sa première phrase que les retenues légalement perçues ne peuvent être remboursées. Il était donc nécessaire de déroger à cette disposition pour des retenues répondant à cette définition.

En revanche, la loi de modernisation sociale ne déroge pas à la deuxième phrase de l'article L. 64 qui dispose que les retenues irrégulièrement prélevées peuvent être remboursées sans intérêts sur la demande des ayants droit. Par ailleurs, il n'y a pas lieu d'accorder des intérêts sur la base de retenues légalement perçues. Dès lors, le fonctionnaire qui demandera le remboursement de ses cotisations en vertu de l'article 20 de ladite loi ne pourra pas bénéficier des intérêts, même s'il s'agit de retenues que la France n'aurait pas dû percevoir obligatoirement, compte tenu de la réglementation alors applicable dans l'Espace économique européen.

#### 3.2.1. - La procédure de remboursement

##### La demande

La demande peut être présentée sur papier libre.

## ANNEXE (suite)

Sous réserve de l'application des règles de la prescription quadriennale rappelée ci-dessus, elle n'est soumise à aucune condition de délai.

Le fonctionnaire doit justifier de son affiliation au régime local de retraite durant la ou les périodes de détachement concernées.

A la demande doivent être jointes les « déclarations de recette » que le comptable du Trésor public a remis au fonctionnaire pour preuve du versement des retenues pour pension. A défaut, ce dernier doit fournir une attestation sur l'honneur précisant qu'il a effectivement versé au Trésor public les retenues pour pension.

En outre, la demande doit comporter l'indication de la ou des périodes de détachement concernées et désigner très précisément le ou les comptables du Trésor public auprès desquels le fonctionnaire s'est acquitté du versement de ses cotisations. Elle est accompagnée d'un relevé d'identité bancaire ou postal.

### Les rôles respectifs de l'administration gestionnaire et de la Paierie générale du Trésor

L'administration gestionnaire constitue le dossier de la demande de remboursement. Le dossier est composé des documents suivants :

- Original de la demande de remboursement comportant la justification de l'affiliation au régime local,
- Exemplaire de la ou des déclarations de recette destiné au demandeur ou, à défaut, attestation sur l'honneur que ce dernier n'est pas ou plus en possession de ces documents,
- Exemplaire de la ou des déclarations de recette destiné à l'administration gestionnaire,
- Relevé d'identité bancaire ou postal du demandeur,
- Ordre de reversement de l'ordonnateur.

L'administration gestionnaire constitue un seul et unique dossier de remboursement, même si les cotisations du fonctionnaire ont été acquittées auprès de deux ou plusieurs comptables du Trésor public. Elle adresse ce dossier à la Paierie générale du Trésor (PGT), à Paris.

La PGT effectue les opérations de remboursement en liaison avec le ou les comptables du Trésor public concernés. Dès que la procédure de remboursement est achevée, la PGT en informe l'administration gestionnaire compétente par une attestation de remboursement.

L'administration gestionnaire insère dans le dossier de pension du fonctionnaire une copie de la demande de remboursement et l'attestation de remboursement délivrée par la PGT. Si le remboursement des cotisations est effectué au profit d'un agent ayant présenté sa demande de remboursement après la concession de sa pension, son administration communique l'attestation de remboursement au Service des pensions du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, bureau B 2, 10, boulevard Gaston-Doumergue - 44264 Nantes Cedex 2.

### **3.2.2. - Les conséquences du remboursement**

Les conséquences du remboursement des cotisations sont exactement les mêmes au plan statutaire et sur les droits à pension que celles qui sont exposées au § II ci-dessus dans l'hypothèse où le fonctionnaire a choisi le régime de la double cotisation.

## ANNEXE (suite)

Il est précisé que le fonctionnaire a droit au remboursement des cotisations antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2002 indépendamment du fait que sa pension française fera ou ne fera pas l'objet d'un abattement à concurrence du montant de la pension locale. Dans l'hypothèse où aucun abattement ne serait finalement pratiqué sur la pension française par suite, par exemple, d'une absence de droits dans le régime local, cela n'impliquerait donc pas un rappel des cotisations françaises remboursées, et ce quand bien même le fonctionnaire aurait bénéficié d'un remboursement de ses cotisations locales.

### **IV - Dispositions applicables aux personnels dont le détachement était en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2002**

#### **4.1. - Période postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2002**

Pour cette période s'appliquent les dispositions du II ci-dessus. Désormais, l'appel des retenues pour pension par la procédure des lettres dites de rappel envoyées semestriellement par l'administration au fonctionnaire détaché est subordonné à la condition que l'intéressé ait présenté une demande de cotisation au régime du CPCM pour la période de détachement considérée, dans les délais fixés par l'article 4 du décret du 21 novembre 2002 (dans le délai de quatre mois à compter soit du premier jour du mois qui suit la date de publication au journal officiel du décret, si la décision de détachement lui a déjà été notifiée, soit à compter de la date de cette notification dans le cas contraire).

Dans l'hypothèse où les lettres de rappel correspondant au premier semestre 2002 ont été envoyées à leurs destinataires et que certains d'entre eux ont déjà répondu par courrier qu'ils avaient décidé de ne plus cotiser pour la retraite au titre de leur emploi d'origine, les services chargés de suivre la situation des fonctionnaires en service détaché à l'étranger prendront acte de cette décision pour les périodes postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2002 et devront considérer que les intéressés ont d'ores et déjà renoncé à la possibilité de cotiser au régime du CPCM. Ils en informeront le Service des pensions du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (10, boulevard Gaston-Doumergue - 44264 Nantes Cedex 2 - Bureau B 1) pour prise en charge de cette information dans le fichier central des options (voir paragraphe 6.1.).

Dans le cas où le fonctionnaire destinataire de la lettre de rappel ne s'est pas encore manifesté ou a déjà effectué le versement de cotisations demandé, son administration lui fera souscrire, selon les modalités définies par le décret du 21 novembre 2002, l'option pour ou contre la poursuite de la retenue en l'informant au besoin sur les conséquences de son choix. Si le fonctionnaire laisse passer le délai sans choisir le système de double cotisation, il sera considéré comme ayant opté pour l'affiliation au seul régime local de retraite ; comme indiqué au paragraphe précédent, il conviendra d'en informer le Service des pensions du ministère chargé du budget.

#### **4.2. - Période antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2002**

Les dispositions du III ci-dessus sont applicables aux fonctionnaires dont le détachement à l'étranger est en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2002.

### **V - Dispositions applicables aux personnels radiés des cadres avant la date d'entrée en vigueur de la loi de modernisation sociale**

Les dispositions du 3<sup>ème</sup> alinéa du VI de l'article 20 de la loi de modernisation sociale s'appliquent aux fonctionnaires et militaires ayant effectué une période de détachement auprès d'une administration ou d'un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international et radiés des cadres avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

## ANNEXE (suite)

La date d'application du présent article étant fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2002 (cf. le dernier alinéa de l'article 20), les dispositions précitées s'appliquent donc aux agents dont la radiation des cadres a pris effet avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et auxquels a été attribuée une pension du CPCM à jouissance immédiate ou différée même à une date postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Dans le cas où la pension étrangère attribuée aux intéressés n'a été ou ne sera liquidée que postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2002, cette liquidation n'aura donc aucune incidence sur le versement de la pension du CPCM puisque l'article 20 autorise désormais le cumul de cette pension avec la pension étrangère. Il en va de même évidemment lorsque la liquidation de la pension étrangère intervenue avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002 n'avait pas encore donné lieu à une suspension ou réduction de la pension française.

Les ayants cause de ces mêmes fonctionnaires bénéficieront des mêmes dispositions.

L'article 20 précité dispose que pour ces mêmes fonctionnaires les suspensions ou réductions de la pension du CPCM, qui avaient été effectuées en raison de la perception par l'intéressé d'une pension servie par un organisme étranger de retraite au titre de droits acquis au cours d'une période de détachement à l'étranger, cesseront à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, c'est-à-dire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002. Pour l'application de cette disposition, le Service des pensions du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie établit un certificat de levée de suspension à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002 et procède, le cas échéant, à une révision de la pension du CPCM faisant mention de la réduction opérée en vertu des anciennes dispositions.

Par ailleurs, l'article 20 dispose que ces mêmes fonctionnaires peuvent obtenir, sur leur demande, la restitution des montants de leur pension dont le versement avait été suspendu ou réduit. A cet égard, le Service des pensions mentionné au paragraphe précédent établit, au vu de la demande présentée par l'intéressé, un certificat de restitution de parts de pension.

La restitution des montants de pension dont le versement avait été suspendu ou réduit se fera sans intérêts.

Conformément aux dispositions de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968, le fonctionnaire concerné devra demander cette restitution, sous peine de forclusion, dans le délai de 4 ans commençant à courir le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

En revanche, aucune prescription n'est applicable aux sommes qui seront restituées en vertu de ces dispositions puisque la créance du fonctionnaire procède du droit à restitution que lui accorde la loi de modernisation sociale.

## VI - Autres dispositions

### 6.1. - La mise en place d'un fichier central des options

L'option souscrite par le fonctionnaire aura principalement une incidence sur ses droits à pension. Il est donc nécessaire de la conserver jusqu'à la mise à la retraite de l'intéressé.

Conformément à l'article R. 74-2 du CPCM issu de l'article 5 du décret du 21 novembre 2002, les administrations gestionnaires de personnels communiqueront toutes les options au Service des pensions du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (10, boulevard Gaston-Doumergue - 44264 Nantes Cedex 2 - Bureau B 1). A ce titre, elles devront notifier au service précité non seulement les options expresses des fonctionnaires concernés mais aussi toute option tacite ou implicite des intéressés.

En effet, le Service des pensions susmentionné a mis en place à l'intention des administrations gestionnaires de personnels un fichier central des options dont les caractéristiques seront précisées ultérieurement.



## ANNEXE (suite)

**6.2. - La lettre d'information du 22 juillet 1999**

En ce qui concerne les fonctionnaires détachés dans l'Espace économique européen (EEE), la lettre d'information du 22 juillet 1999 avait mis en place un dispositif comparable à celui prévu par l'article 20 de la loi de modernisation sociale.

Il y a lieu de considérer que l'article 20 précité a rendu caduque la lettre d'information du 22 juillet 1999.

**6.3. - Le cumul d'une pension servie par l'Etat français et d'une rémunération d'activité**

Les agents qui perçoivent déjà une pension servie au titre du code des pensions civiles et militaires de retraite du fait d'une radiation des cadres intervenue dans leur corps d'origine et qui continuent une carrière dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international peuvent cumuler une pension française avec ce revenu d'activité à l'étranger.

Vous voudrez bien saisir le Service des pensions du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (10, boulevard Gaston-Doumergue - 44264 Nantes Cedex 2) ou la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (32, rue de Babylone - 75700 Paris SP 07) des difficultés que vous pourriez rencontrer pour l'application de ces nouvelles dispositions.

Le Ministre de l'économie,  
des finances et de l'industrie

Pour le Ministre et par délégation

La Directrice du Budget

Par empêchement de la Directrice du Budget

Le Directeur Adjoint

Didier BANQUY

Le Ministre de la fonction publique,  
de la réforme de l'Etat  
et de l'aménagement du territoire

Pour le Ministre et par délégation

Par empêchement du directeur général de  
l'administration et de la Fonction publique et du  
Directeur, adjoint au Directeur général  
Le Sous-directeur

Yves CHEVALIER

## ANNEXE (suite)

**Annexe n° 1**

Article 20 de la loi n°2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale

*I. - La loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat est ainsi modifiée :*

*1° Au premier alinéa de l'article 46, après les mots : « sauf dans le cas où le détachement a été prononcé », sont insérés les mots : « dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou » ;*

*2° Il est inséré un article 46 bis ainsi rédigé :*

*« Art. 46 bis. - Sauf accord international contraire, le détachement d'un agent dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international n'implique pas obligatoirement l'affiliation, pendant la période de détachement, au régime spécial de retraite français dont relève cet agent. » ;*

*3° Il est inséré un article 46 ter ainsi rédigé :*

*« Art. 46 ter. - Le fonctionnaire détaché dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international peut demander, même s'il est affilié au régime de retraite dont relève la fonction de détachement, à cotiser au régime du code des pensions civiles et militaires de retraite. Dans ce cas, le montant de la pension acquise au titre de ce dernier, ajouté au montant de la pension éventuellement acquise au titre des services accomplis en détachement, ne peut être supérieur à la pension qu'il aurait acquise en l'absence de détachement et la pension du code des pensions civiles et militaires de retraite est, le cas échéant, réduite à concurrence du montant de la pension acquise lors de ce détachement.*

*« Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent article. »*

*II. - La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale est ainsi modifiée :*

*1° Au premier alinéa de l'article 65, après les mots : « sauf dans le cas où le détachement a été prononcé », sont insérés les mots : « dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou » ;*

*2° Il est inséré un article 65-1 ainsi rédigé :*

*« Art. 65-1. - Sauf accord international contraire, le détachement d'un agent dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international n'implique pas obligatoirement l'affiliation, pendant la période de détachement, au régime spécial de retraite français dont relève cet agent. » ;*

*3° Il est inséré un article 65-2 ainsi rédigé :*

*« Art. 65-2. - Le fonctionnaire détaché dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international peut demander, même s'il est affilié au régime de retraite dont relève la fonction de détachement, à cotiser au régime de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales. Dans ce cas, le montant de la pension acquise au titre de ce dernier, ajouté au montant de la pension éventuellement acquise au titre des services accomplis durant cette période de détachement, ne peut être supérieur à la pension qu'il aurait acquise en l'absence de détachement et la pension de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales est, le cas échéant, réduite à concurrence du montant de la pension acquise lors de ce détachement.*

*« Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent article. »*

## ANNEXE (suite)

*III. - La loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière est ainsi modifiée :*

*1° Au premier alinéa de l'article 53, après les mots : « sauf dans le cas où le détachement a été prononcé », sont insérés les mots : « dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou » ;*

*2° Il est inséré un article 53-1 ainsi rédigé :*

*« Art. 53-1. - Sauf accord international contraire, le détachement d'un agent dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international n'implique pas obligatoirement l'affiliation, pendant la période de détachement, au régime spécial de retraite français dont relève cet agent. » ;*

*3° Il est inséré un article 53-2 ainsi rédigé :*

*« Art. 53-2. - Le fonctionnaire détaché dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international peut demander, même s'il est affilié au régime de retraite dont relève la fonction de détachement, à cotiser au régime de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales. Dans ce cas, le montant de la pension acquise au titre de ce dernier, ajouté au montant de la pension éventuellement acquise au titre des services accomplis durant cette période de détachement, ne peut être supérieur à la pension qu'il aurait acquise en l'absence de détachement et la pension de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales est, le cas échéant, réduite à concurrence du montant de la pension acquise lors de ce détachement.*

*« Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent article. »*

*IV. - La loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires est ainsi modifiée :*

*1° A l'article 56, après les mots : « sauf dans le cas où la mise en service détaché a été prononcée », sont insérés les mots : « pour exercer une fonction dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger, ou auprès d'organismes internationaux ou » ;*

*2° Il est inséré un article 56-1 ainsi rédigé :*

*« Art. 56-1. - Sauf accord international contraire, le détachement d'un militaire dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international n'implique pas obligatoirement l'affiliation, pendant la période de détachement, au régime spécial de retraite français dont relève cet agent. » ;*

*3° Il est inséré un article 56-2 ainsi rédigé :*

*« Art. 56-2. - Le militaire détaché dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international peut demander, même s'il est affilié au régime de retraite dont relève la fonction de détachement, à cotiser au régime du code des pensions civiles et militaires de retraite. Dans ce cas, le montant de la pension acquise au titre de ce dernier, ajouté au montant de la pension éventuellement acquise au titre des services accomplis en détachement, ne peut être supérieur à la pension qu'il aurait acquise en l'absence de détachement et la pension du code des pensions civiles et militaires de retraite est, le cas échéant, réduite à concurrence du montant de la pension acquise lors de ce détachement.*

*« Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent article. »*

## ANNEXE (suite)

*V. - Le code des pensions civiles et militaires de retraite est ainsi modifié :*

*1° Après le premier alinéa de l'article L. 15, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :*

*« Pour les personnels radiés des cadres à l'issue d'une période de détachement auprès d'une administration ou d'un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international, les émoluments de base sont constitués par les derniers émoluments afférents à l'indice correspondant aux grades, classes et échelons détenus depuis six mois au moins à la date de la radiation des cadres, qu'ils aient donné lieu ou non à retenue pour pension. » ;*

*2° L'article L. 87 est ainsi rédigé :*

*« Art. L. 87. - En aucun cas, le temps décompté dans la liquidation d'une pension acquise au titre du présent code ou de l'un des régimes de retraite des collectivités visées à l'article L. 84 ne peut intervenir dans la liquidation d'une autre pension rémunérant des services accomplis à l'Etat.*

*« Dans le cas où le fonctionnaire ou le militaire détaché dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international au cours de sa carrière a opté pour la poursuite de la retenue prévue à l'article L. 61, le montant de la pension acquise au titre de ce code, ajouté au montant de la pension éventuellement servie au titre des services accomplis en position de détachement, ne peut être supérieur à la pension qu'il aurait acquise en l'absence de détachement et la pension du présent code est, le cas échéant, réduite à concurrence du montant de la pension acquise lors de ce détachement.*

*« Le pensionné visé à l'alinéa précédent a l'obligation de communiquer annuellement au service liquidateur du ministère chargé du budget les éléments de nature à apprécier le montant de sa pension étrangère. A défaut, ce service liquidateur opère une réduction du montant de la pension à concurrence du temps passé dans cette position de détachement.*

*« Le cumul de deux ou plusieurs pensions acquises au titre de services rendus dans des emplois successifs est autorisé. »*

*VI. - Les dispositions du présent article s'appliquent aux agents en cours de détachement.*

*Par dérogation aux dispositions de la première phrase de l'article L. 64 du code des pensions civiles et militaires de retraite, les agents qui ont effectué une période de détachement auprès d'une administration ou d'un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi et non radiés des cadres à cette date peuvent demander le remboursement du montant des cotisations versées durant ces périodes au titre du régime spécial français dont ils relevaient, en contrepartie d'un abattement sur leur pension française à concurrence du montant de la pension acquise lors du détachement susvisé. A défaut d'une telle demande, leur pension française ne fera l'objet d'aucun abattement. Les éléments de nature à apprécier le montant de la pension étrangère devront être communiqués selon les conditions prévues au troisième alinéa de l'article L. 87 du code des pensions civiles et militaires de retraite.*

*Les fonctionnaires ou les militaires ayant effectué une période de détachement auprès d'une administration ou d'un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international et radiés des cadres avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi peuvent obtenir, sur leur demande, la restitution des montants de leur pension dont le versement avait été suspendu ou réduit au titre soit des dispositions de l'article 46 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée, de l'article 65 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée, de l'article 53 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 précitée ou de l'article 56 de la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 précitée, soit de celles de l'article L. 87 du code des pensions civiles et militaires de retraite. Les suspensions ou réductions cesseront à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.*

*Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités de mise en oeuvre du présent VI.*

*La date d'application du présent article est fixée au 1er janvier 2002.*

## ANNEXE (suite)

**Annexe n°2***JO n° 277 du 28 novembre 2002 page 19616*

**Décrets, arrêtés, circulaires**  
**Textes généraux**  
**Ministère de la fonction publique,**  
**de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire**

Décret n° 2002-1391 du 21 novembre 2002 pris en application de l'article 20 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 et relatif à la situation des fonctionnaires détachés dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international

*NOR: PRMG0270906D*

*Le Premier ministre,*

*Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire,*

*Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite, notamment son article L. 87 ;*

*Vu l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature, notamment son article 68 ;*

*Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, notamment son article 46 ter ;*

*Vu la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale, notamment son article 20 ;*

*Vu le décret n° 85-966 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat et à certaines modalités de cessation définitive des fonctions, notamment son article 32 ;*

*Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat en date du 9 avril 2002 ;*

*Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,*

*Décrète :*

**Article 1**

*Les dispositions du présent décret s'appliquent aux fonctionnaires mentionnés à l'article 46 ter de la loi du 11 janvier 1984 susvisée ou aux magistrats détachés dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international, affiliés au régime de régime de retraite de leur emploi de détachement et qui demandent à cotiser au régime du code des pensions civiles et militaires de retraite.*

*Elles s'appliquent également aux fonctionnaires ou aux magistrats mentionnés au deuxième alinéa du VI de l'article 20 de la loi du 17 janvier 2002 susvisée qui ont effectué, avant le 1er janvier 2002, une période de détachement auprès d'une administration ou d'un organisme implanté sur le territoire d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international et qui ont demandé le remboursement du montant des cotisations versées durant ces périodes au titre du régime du code des pensions civiles et militaires de retraite.*

## ANNEXE (suite)

*Article 2*

*L'article 32 du décret du 16 septembre 1985 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :*

*« Art. 32. - Le fonctionnaire détaché supporte, dans les cas et conditions prévus par la réglementation en vigueur, la retenue prévue à l'article L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite sur le traitement afférent à son grade et à son échelon dans l'administration dont il est détaché. »*

*Article 3*

*Il est ajouté au code des pensions civiles et militaires de retraite un article R. 74-1 ainsi rédigé :*

*« Art. R. 74-1. - Les fonctionnaires détachés mentionnés à l'article 46 ter de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat peuvent demander à cotiser au régime du code des pensions civiles et militaires de retraite dans un délai de quatre mois à compter de la date à laquelle la décision de détachement ou de renouvellement de celui-ci leur a été notifiée.*

*« La demande est présentée par écrit à l'administration dont le fonctionnaire est détaché.*

*« Le fonctionnaire qui, dans le délai prescrit, n'a pas exercé son droit d'option, est réputé avoir renoncé à la possibilité de cotiser au régime du code des pensions civiles et militaires de retraite.*

*« En cas de renouvellement d'un détachement, l'option émise par le fonctionnaire pour la précédente période de détachement est tacitement reconduite sauf pour lui à présenter, dans les délais prescrits au premier alinéa du présent article, une option contraire. »*

*Article 4*

*Le fonctionnaire en cours de détachement au 1er janvier 2002 présente sa demande de cotisation au régime du code des pensions civiles et militaires de retraite dans le délai de quatre mois à compter soit du premier jour du mois qui suit la date de publication au Journal officiel du présent décret, si la décision de détachement lui a déjà été notifiée, soit à compter de la date de cette notification, dans le cas contraire.*

*Article 5*

*Il est ajouté au code des pensions civiles et militaires de retraite un article R. 74-2 ainsi rédigé :*

*« Art. R. 74-2. - L'administration dont relève le fonctionnaire communique au service des pensions du ministère du budget l'option que l'intéressé a souscrite. »*

*Article 6*

*Il est ajouté au chapitre III du titre III du livre II de la partie Réglementaire du code des pensions civiles et militaires de retraite un article R. 95-1 ainsi rédigé :*

*« Art. R. 95-1. - Le pensionné mentionné au troisième alinéa de l'article L. 87 déclare au service des pensions du ministère du budget, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa radiation des cadres, le montant annuel brut des pensions versées par les organismes étrangers de retraite dont il relevait pendant son détachement ainsi que la période d'affiliation au régime étranger concerné. Il joint à cette déclaration les copies des pièces justificatives correspondantes délivrées par ces organismes.*

*« Il renouvelle annuellement la déclaration du montant des pensions versées.*

*« Dans le cas où les pensions versées par les organismes étrangers de retraite ne seraient mises en paiement que postérieurement à la radiation des cadres, le fonctionnaire doit faire sa déclaration dans un délai de deux mois à compter de la date de mise en paiement de ces pensions. »*

## ANNEXE (suite)

*Article 7*

*Il est ajouté au chapitre III du titre III du livre II de la partie Réglementaire du code des pensions civiles et militaires de retraite un article R. 95-2 ainsi rédigé :*

*« Art. R. 95-2. - En cas de décès du fonctionnaire ou du pensionné, ses ayants cause sont tenus aux obligations de déclaration prévues à l'article 6. »*

*Article 8*

*Il est ajouté au chapitre III du titre III du livre II de la partie Réglementaire du code des pensions civiles et militaires de retraite un article R. 95-3 ainsi rédigé :*

*« Art. R. 95-3. - En cas d'inobservation des obligations fixées aux articles R. 95-1 et R. 95-2, à l'expiration d'un délai de quatre mois après réception par le pensionné ou ses ayants cause de la lettre de rappel adressée par le service des pensions du ministère du budget, la pension attribuée au titre du code des pensions civiles et militaires de retraite peut être suspendue, à titre conservatoire, à concurrence du montant correspondant aux annuités liquidables relatives à la période de détachement à l'étranger et, le cas échéant, aux bonifications afférentes.*

*« Il est mis fin à cette mesure de suspension conservatoire lorsque le fonctionnaire ou ses ayants cause satisfont aux obligations fixées aux articles R. 95-1 et R. 95-2. Le rappel éventuel des arrérages non versés pendant la période d'application de la suspension sera effectué, sans intérêts, sous réserve de la réduction du montant de la pension prévue au troisième alinéa de l'article L. 87. »*

*Article 9*

*Le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire et le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.*

*Fait à Paris, le 21 novembre 2002.*

## ANNEXE (suite)

**Annexe n°3****DECLARATION D'OPTION**

souscrite en application de l'article 20 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002  
 et du décret n° 2002-1391 du 21 novembre 2002  
 concernant le régime de retraite des fonctionnaires de l'Etat détachés dans une administration ou un  
 organisme implanté sur le territoire  
 d'un Etat étranger ou auprès d'un organisme international

**1 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE FONCTIONNAIRE DETACHE**

1.1. NOM de naissance :	
1.2. NOM d'épouse ou d'époux ( <i>s'il y a lieu</i> ) :	
1.3. PRENOMS :	
1.4. NUMERO DE SECURITE SOCIALE :	
1.5. MINISTERE D'ORIGINE :	
1.6. GRADE dans le ministère d'origine :	
1.7. PAYS OU ORGANISATION INTERNATIONALE DE DETACHEMENT :	
1.8. NOM et ADRESSE DE L'ORGANISME EMPLOYEUR du lieu de détachement :	
1.9. ADRESSE PERSONNELLE sur le lieu de détachement :	
Fax :	Mél. (e-mail) :



## ANNEXE (suite et fin)

2 – **SENS DE L’OPTION SOUSCRITE PAR LE FONCTIONNAIRE** pour la période de détachement dans une administration ou un organisme implanté sur le territoire d’un Etat étranger ou auprès d’un organisme international ayant commencé le .....<sup>(1)</sup>

**Je soussigné (e)**
☐

**déclare opter pour cotiser** au régime du code des pensions civiles et militaires de retraite durant cette période de détachement

*cocher la case*

*appropriée*

☐

**déclare renoncer à la possibilité de cotiser** au régime du code des pensions civiles et militaires de retraite durant cette période de détachement.

Sauf cas de force majeure, la présente option est irrévocable.

(article R 3, 2ème alinéa, du code des pensions civiles et militaires de retraite)

DATE :

SIGNATURE :

(précédée de « Lu et approuvé »)

(1) Indiquer ici la date d’effet du détachement mentionnée dans la décision administrative de détachement.